FPIP
FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE DE LA POLICE

Fédération Professionnelle Indépendante de la Police
Siège : 11 rue des Ursins 75004 PARIS
Courriel : contactfpip@gmail.com
Site : www.fpip-police.fr

Syndicat CFTC
La Vie à Défendre

Paris, le 14 février 2017

MAIS PAR QUI SOMMES NOUS DIRIGÉS ?

(Lu pour vous, « 20 minutes », 13/02/17)

Ce lundi, des représentants de **SOS Racisme, du Cran, de la LDH, de la Licra et du Mrap** ont été reçus par le Premier ministre, Bernard Cazeneuve. L'occasion pour ces associations de proposer des pistes pour lutter efficacement contre le racisme et les violences policières, plus d'une semaine après la mise en examen de quatre policiers pour viol et violences sur le jeune Théo, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).
Voici cinq des propositions de ces associations pour renouer sur le long terme le dialogue entre citoyens et policiers.

Réforme de l'affectation et de la formation
« Aujourd'hui, les plus jeunes et les **moins bien notés se retrouvent dans les zones les plus difficiles**, souligne Blaise Cueco, membre du bureau national de SOS Racisme. C'est problématique. »
Les associations souhaitent également que la formation des policiers englobe « une déconstruction des préjugés dans la formation des agents, poursuit Blaise Cueco. Une **bonne partie des étudiants en école de police viennent de la campagne** et ne connaissent les quartiers difficiles que par des préjugés. Les jeunes policiers sont terrorisés… et les jeunes des quartiers aussi. »
Une idée partagée par le Mrap. « Il faut des policiers formés aux valeurs républicaines et pas simplement au maniement des armes », assure Sylvain Goldstein. Le gouvernement a pourtant recréé une direction de la formation, supprimée sous le mandat de Nicolas Sarkozy. « C'est très bien, mais on n'a aucun engagement sur le contenu, sur la participation par exemple d'associations, s'inquiète Pierre Tartakowsky, de la Ligue des droits de l'homme. **Entre 1981 et 1986, la LDH intervenait sur les discriminations**, par exemple. »

Retour d'une police de proximité
« Cette police de proximité existait sous Jospin et, à l'époque, il y avait moins d'agressivité du côté des jeunes comme des policiers, plaide Sylvain Goldstein, membre du Conseil national du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples et président du Mrap 93. Les citoyens connaissaient ces agents. **Le policier n'était pas seulement le fonctionnaire avec une matraque mais aussi le camarade de foot !** »
« Sous ce quinquennat, 10 000 policiers ont été embauchés. » Mais une vraie police de proximité nécessiterait un effort énorme en termes d'embauches.

Réforme de l'IGPN
L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a pour mission de contrôler les différents services de police, améliorer leur fonctionnement et sanctionner les fautes professionnelles des agents de police. Ses premières constatations sur l'affaire Théo s'orientent vers la piste accidentelle.
« On a bien vu dans l'affaire de Théo que la parole des policiers est davantage prise en compte que celle de la victime, s'indigne Sylvain Goldstein du Mrap. Avec l'IGPN, on se retrouve avec des enquêtes biaisées, puisque la police est juge et partie. Cela ne devrait pas exister dans une République ! **D'autant qu'il y a un fort corporatisme dans cette profession**. »
Les associations reçues ce matin ont suggéré la création d'une commission mixte réunissant **l'IGPN, un magistrat et un défenseur des droits**.

Récépissé versus caméra-piéton
Le récépissé, vieux serpent de mer, refait surface. Cette solution prônée depuis de nombreuses années par les associations, un temps envisagée… puis abandonnée par le gouvernement n'est plus du tout à l'agenda. « La question a été évacuée ce matin », regrette Pierre Tartakowsky de la LDH.
« On nous a répondu que les caméras-piétons étaient plus efficaces que le récépissé », précise Sylvain Goldstein. Pourtant, toutes ces associations se montrent très sceptiques. « Même avec le déploiement des 2 600 caméras piétons, seulement 1 % des policiers seront équipés », reprend ce membre du Mrap.
« Je pense qu'on a fait une grande erreur en refusant le récépissé, qui n'a pas la même mission que la caméra, assure Pierre Tartakowsky. La caméra, c'est celui qui la porte qui la déclenche. Et cela n'empêche pas le contrôle au faciès. On nous a répondu que le récépissé, c'était beaucoup de travail pour les policiers. »

Un débat sur les missions de la police
« Force est de constater que dans certains endroits, la police agit comme une **force d'occupation du territoire** et elle confond contrôle et humiliation, attaque Pierre Tartakowsky de la LDH. Nous avons besoin d'un espace et de temps pour ouvrir un débat sur les missions de la police. Mais je crains que cette volonté ne soit pas partagée par le gouvernement. Et le temps va manquer. »
Les associations imaginent un organisme sur le modèle du Conseil économique social et environnemental, qui réunisse des policiers, des magistrats, des personnes qualifiées appartenant à la société civile. Et que les citoyens pourraient saisir pour apporter leurs idées et participer au débat.

PLUTÔT QUE DE RECEVOIR DES ASSOCIATIONS ANTI-FLICS, NE REPRÉSENTANT PLUS QU'ELLES-MÊMES ET LES GÉNÉREUSES SUBVENTIONS ALLOUÉES PAR L'ÉTAT PROVIDENCE…

AU-DELÀ DE CES DÉBATS PLEINS DE PONCIFS ET D'AMALGAMES INFAMANTS POUR L'ENSEMBLE DE NOTRE PROFESSION…

IL SERAIT TEMPS QUE VOUS RÉAFFIRMIEZ L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT, EN ÉCOUTANT LA PAROLE DES AGENTS QUE VOUS AVEZ SOUS VOS ORDRES, MAIS ÉGALEMENT SOUS VOTRE PROTECTION…

Le bureau national FPIP/CFTC